

VENCOREX - ARKEMA Les Propositions des Communistes (p 3)

Editorial

Les mythes qui nous dévorent tout du long...

Les entreprises du CAC 40 ont redistribué, en 2024, 72,8 milliards d'euros de dividendes, un nouveau record. Le journal Les Échos s'en étonne. Il n'y a pourtant pas de mystère, car ces grandes entreprises françaises, dont les directions sont déjà expatriées, font pression sur les salaires, comme jamais, pour alimenter toujours plus les actionnaires. Une illustration très actuelle de la logique capitaliste d'appropriation de la valeur ajoutée produite par le travail.

Ce qui n'empêche pas nos médias, y compris publics et leurs experts, de crier au loup avec le MEDEF et le PDG de LVMH (12,5 milliards de bénéfice en 2024.) face aux tentatives timides de toucher à leur magot. Ce sont les mêmes qui crient haro sur les dépenses et la dette publiques et le coût du travail.

Ceux-là même qui nous disent qu'on ne peut toucher aux grandes fortunes parce qu'elles sont indispensables à notre économie sont prêts à tout accepter pour qu'elles prospèrent encore plus en prenant dans la poche des salariés et retraités ! Ils n'ont rien à dire sur ces fortunes incommensurables, normal, ils sont payés pour ça...

Selon eux, les investisseurs (traduire les actionnaires) qui prennent des risques seraient les « créateurs d'emplois » et toute mesure visant à taxer le capital conduirait à en détruire.

Les arguments ne manquent pas pour dénoncer cet odieux chantage médiatique. Car les dividendes explosent en même temps que les plans de licenciement se multiplient. Motivés par des stratégies de redéploiement dans d'autres pays aux moindres coûts, ils jettent, sans aucun scrupule, ceux-là mêmes qui ont produit les profits. En 2025, 300 000 emplois sont menacés et la disparition d'entreprises stratégiques pour la France est programmée.

En outre, si les aides publiques aux entreprises et exonérations de toutes sortes ont fait un bond spectaculaire depuis 2017, elles ont bien peu créé de vrais emplois. Par contre, c'est visible à l'œil nu, elles ont nourri les dividendes.

Il faut ajouter que les rachats d'entreprises sont souvent réalisés par endettement (Le Leveraged buy-out-LBO) qui ensuite est remboursé par l'entreprise. Pour cela, il faut compresser les salaires, mais le profit lui est empoché par les actionnaires...

Les plans de licenciement ou de fermeture d'usines qui se multiplient nous montrent crûment qu'en système capitaliste le but d'un entrepreneur n'est pas créer des emplois et que les objectifs de rentabilité immédiate et maximum s'opposent à la réponse aux besoins, à l'indépendance de notre pays comme à la préservation de l'environnement.

Sommaire :

- p.1 Éditorial
- p.2 Le fil des associations
- p.3 Actualités emploi-industrie
- p.4 Situation internationale
- p.5 Société
- p.6 Infos locale
Note de lecture

C'est une logique inverse qu'il faut mettre en place, en donnant dans leur entreprise, un vrai pouvoir de décision aux salariés, qui, par leur travail, produisent les richesses et en leur assurant une sécurité qui les libérera de l'aliénation qu'ils subissent. C'est le sens du dispositif de Sécurité Emploi Formation (SEF) qui est au cœur du projet porté par le PCF, parce qu'il ouvre la voie à d'autres rapports sociaux.

Nicole Grenier Mérico



Communiqué de presse

Femmes solidaires de la Drôme est choquée d'apprendre que le Conseil départemental de la Drôme a décidé de fermer ses 7 centres de santé sexuelle (CSS) et de diminuer les subventions au Planning familial et aux CSS des hôpitaux.

Une telle décision prive des Drômoises et des Drômois (qu'elles/ils habitent en ville ou à la campagne) d'accès aux soins, à l'éducation à la vie affective et sexuelle et à la prévention des violences sexistes, sexuelles et conjugales.

La diminution des subventions touchera non seulement des adultes qui se présentent aux CSS, mais aussi des centaines d'élèves qui bénéficient d'interventions dans des établissements scolaires à tous les niveaux. En conséquence, les 3 séances d'éducation à la vie affective et sexuelle prévues par la loi, par élève et par an risquent de ne pas pouvoir être assurées.

On sait que l'éducation dès le plus jeune âge est l'un des facteurs clés dans la prévention des violences sexistes et sexuelles. Les CSS sont des centres de ressources et d'accompagnement des victimes de violences. Le Conseil départemental a-t-il oublié que l'éducation et l'accompagnement des victimes de violences sexuelles et sexistes étaient des piliers de la grande cause du premier quinquennat du Président Macron ? Une réduction du financement ne servira qu'à faire reculer les progrès faits dans ce domaine.

Chaque personne a le droit de vivre sa sexualité comme elle le sent : sans crainte d'une grossesse non voulue ou d'une maladie sexuellement transmissible.

Depuis sa création en 1956, le Planning familial est au premier rang de la lutte pour la contraception et l'IVG : retirer des subventions de cette association (largement constituée de bénévoles) fera en sorte que les populations les plus à risque aient moins de possibilités de profiter d'un service essentiel, anonyme et gratuit.

Femmes solidaires s'occupe au quotidien de la santé des femmes, elle lutte contre les violences faites aux femmes. Elle ne veut pas voir un appauvrissement des services publics, la décision du Conseil départemental de la Drôme ne peut qu'empirer la situation déjà précaire des plus démunis.

Pétition à signer : <https://www.change.org/p/alerte-du-planning-familial-sur-le-désengagement-du-département-de-la-drôme>

La Présidente Femmes solidaires de la Drôme, Linda Sherwood
Femmes solidaires, MPT du Polygone, 20 avenue de l'Yser, 26000 Valence

UNE BELLE SOIRÉE DE SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN...

Vendredi 7 Février à Beauvoisin.



Cette initiative de l'association « Résister au Présent » et du PCF, a réuni une quarantaine de personnes. L'exposé de Pierre TRAPIER membre de l'association « France Palestine Solidarité » était suivi de la projection du film « le mur de fer » et d'un débat sur la situation dramatique d'hier et d'aujourd'hui subie par le peuple palestinien.

L'assemblée a été unanime pour réclamer du gouvernement français la reconnaissance de l'État palestinien. La soirée était aussi émaillée de lectures de poésies du grand poète palestinien Mahmoud DARWICH.

La sélection d'ouvrages de la librairie « Notre Temps » a suscité l'intérêt du public. Le repas convivial a dégagé un bénéfice de 500 € qui sera reversé au Secours Populaire pour son action auprès des enfants palestiniens.

Nous remercions l'ensemble des participants à cette soirée « Palestine » à la fois riche d'informations, d'émotions et de convivialité.

Jean-Jacques Cornand

Vencorex - Arkema : Les propositions des communistes : Interventions lors de la manifestation des salariés des entreprises de la Chimie - Jarrie 5 février 2025.

Extrait d'un article du « travailleur Alpin ». Pour lire la totalité de l'article :

<https://travailleur-alpin.fr/2025/02/06/arkema-jarrie-les-salaries-et-leurs-soutiens-reunis-sur-le-piquet-de-greve/>

Du côté des responsables politiques, Frédéric Boccara, membre du conseil national du PCF, salue la « lutte exemplaire » des grévistes de Vencorex, puis d'Arkema. « Car elle montre que des contre-propositions sont possibles », affirme l'économiste et statisticien communiste. C'est cela qui permet de mobiliser plus largement. « Il faut montrer à quel point ce sont les milliards de l'argent public qu'on va cacher si on veut gaver les actionnaires », ajoute-t-il.

Frédéric Boccara compare lui aussi le coût de la nationalisation aux 2 milliards précités, auxquels s'ajoutent « 3 milliards pour dépolluer » le site. Soit « 5 milliards en tout, plus de dix fois ce qu'il faudrait pour nationaliser et développer le projet »

Le dirigeant communiste interpelle aussi la Banque publique d'investissement et la Caisse des dépôts : « Le pôle public bancaire doit financer, comme il l'a fait pendant la pandémie, à 0 % votre projet. »

À l'instar de la CGT, le PCF appelle également à « réunir partout des cellules d'urgence, autour des préfets », indique Frédéric Boccara. « Ces plans doivent entendre les alternatives des travailleurs et mobiliser les banques. » Autant de propositions aujourd'hui portées par le Nouveau Front Populaire et intégrées à son programme, se félicite-t-il.

Dans un tel contexte, de quels leviers disposent les élus locaux ? « On apporte notre expertise », explique le conseiller régional communiste Éric Hours. « L'entreprise est située dans un territoire », tous deux dépendant mutuellement l'un de l'autre. « La chimie dans le Sud grenoblois, c'est vital, puisque les villes sont construites autour de la chimie », souligne-t-il. « Ici, si on a des services publics, des écoles, etc., c'est grâce à l'industrie chimique, qui date d'avant la guerre 14/18. » L'élu entend bien interroger la majorité régionale de droite pour connaître sa « réelle position » sur ce dossier, rappelant le vœu commun déposé par les groupes de gauche, il y a quelques mois, qui appelait à « sauver l'industrie ».

Les grévistes rappellent qu'Arkema vit de l'argent public, comme les autres grosses entreprises de l'industrie.



*« Souvenez-vous de moi - a-t-il dit.
J'ai marché des milliers de kilomètres sans eau, sans pain, sur des cailloux et des épines,
pour vous apporter du pain et de l'eau et des roses. La beauté, jamais je ne l'ai trahie. »*
Yannis Ritsos (Tard dans la nuit)

Trump exige, la commission européenne applique..

Nous nous heurtons à un mur quand nous réclamons une autre utilisation de l'argent et de la BCE, pour financer l'économie réelle, l'industrie, les services publics et les dépenses utiles à tous. Au nom de la sacro-sainte doctrine sur l'endettement minimum, voire nul, les besoins sociaux et l'intérêt général sont sacrifiés sur l'autel d'un système économique dédié à un capitalisme financiarisé à outrance. Les budgets successifs de la France se plient à ces contraintes avec tous les dégâts qui en résultent pour la protection sociale, l'éducation, la sécurité, l'investissement et la réindustrialisation.

Trump exige un financement accru de la défense européenne au sein de l'OTAN, à la hauteur de 5 % du PIB des États concernés. Sitôt dit, sitôt fait, la présidente de la Commission européenne, Ursula Von der Leyen, s'exécute en annonçant qu'elle va proposer un assouplissement des règles budgétaires afin de permettre aux Européens d'investir beaucoup plus, 500 mds€, dans leurs industries de défense. Au prétexte qu'il faut faire face à la menace Russe. Une Russie qui fera sans doute de même avec la montée en puissance de l'OTAN à ses portes. La course à l'armement est ouverte, commercialement profitable aux USA en premier lieu.

Ainsi, on trouve facilement de l'argent pour pulvériser des vies, mais pas pour améliorer le sort des gens. Cette politique est insupportable. Comment la France doit-elle réagir ? D'une part, sortir de l'OTAN, c'est

d'autant plus nécessaire aujourd'hui si nous ne voulons pas être sous le joug d'un président Américain dirigiste et impérialiste. D'autre part, il est temps d'entrer en rébellion avec une UE toujours plus belliqueuse, « Trumpocomptable », antisociale et ultralibérale. Prenons les quelques dizaines de milliards d'€ de la mort et utilisons cet argent providentiel pour la vie, la santé, les services publics, l'industrie, le progrès. Si l'argent existe, ne laissons le droit à personne de nous dire comment l'utiliser, notre démocratie et notre souveraineté en dépendent. La discipline n'implique pas l'abdication.

Les errements politiques, sans projets à moyen-long terme, sans boussole idéologique, laissent un vide dans lequel s'engouffrent les extrêmes droites, ici et ailleurs, installant ainsi les populations dans l'angoisse du lendemain et la méfiance à l'égard de la politique. Ce climat malsain et inhumain ouvre la porte à de possibles désastres. La Gauche de progrès a sans doute un rôle historique à assumer : celui d'offrir une vraie issue pacifique et novatrice, de redonner espoir à notre civilisation, avec une société à visage humain, soucieuse des individus et de la nature. Si le PCF n'a pas de volonté hégémonique dans la Gauche Française, il doit cependant être fort, suffisamment fort, pour faire entendre sa voix et ses propositions. Son renforcement en est la condition.

Jean-Luc Fargier

Trump et son factotum Musk s'attaquent à l'USAID Mais de quoi l'USAID est-il le nom ?



L'USAID (United States Agency for International Développement) est l'agence du gouvernement des États-Unis chargée du développement économique et de l'aide humanitaire dans le monde. L'agence travaille sous la supervision directe du président.

Après avoir gelé par décret les financements de l'USAID, Trump a annoncé une réduction drastique de son budget ainsi que de ses effectifs. Il reproche à l'agence un manque d'efficacité et une « insubordination » généralisée.

Fondée en 1961 sous la présidence Kennedy, l'USAID gère et finance des projets humanitaires dans près de 120 pays. Elle est effectivement le premier pourvoyeur d'aide humanitaire mondiale.

Mais l'USAID n'est pas qu'une institution humanitaire.

L'USAID bénéficie de fonds versés par le congrès américain, ce n'est pas une ONG, mais une organisation dépendant directement de l'État américain. Sur son site Internet, elle se donne pour mandat « d'améliorer la vie des citoyens dans les pays en développement tout en favorisant la politique étrangère américaine par son soutien à « l'expansion de la démocratie et des libres marchés ».

C'est tout dire...

Avec la NED (National Endowment for Democracy), elle a ainsi alimenté les groupes d'opposition et médias privés du Venezuela, dont beaucoup avaient participé au coup d'État de 2002 contre Chavez, elle a soutenu les ONG de pays tiers dénonçant « les violations des droits de l'homme à Cuba », dans le cadre plus général d'un effort déployé pour y « décourager le tourisme » ...

Robert Ménard, maire Rassemblement National de Béziers, qui en fut un temps le président a reconnu que Reporter sans frontières (RSF), a bénéficié d'un soutien de l'USAID.

Les représentants actuels de RSF, d'ailleurs, se sont plaints que « Le gel du financement de l'aide américaine sème le chaos dans le monde entier, y compris dans le journalisme. Les programmes qui ont été gelés apportent un soutien vital à des projets qui renforcent les médias, la transparence et la démocratie ».

Ainsi donc l'argent de l'USAID, c'est-à-dire du gouvernement de la première puissance mondiale, qui reste l'impérialisme dominant, serait indispensable pour assurer « l'indépendance » des journalistes dans le monde entier Qui l'eut cru ?

Nicole Grenier-Mérico

L'Utilité des partis politiques

Samedi 8 février un après-midi avec Jean Quétier philosophe



Alors que l'idéologie dominante ne cesse de nous répéter que les partis politiques sont obsolètes, le livre de Jean Quétier interroge : Quelle forme d'organisation pour transformer la société ?

L'auteur nous explique que selon le CEVIPOF (Sciences Po) 9 % seulement des Français déclareraient avoir confiance en cette forme d'organisation, ce qui s'expliquerait par une apparence non-démocratique. Cependant, les expériences récentes montrent que dans les faits les autres formes d'organisations sont encore moins démocratiques. LFI en est la démonstration, JLM assumant le caractère très vertical de son « mouvement » pour, selon lui, « plus d'efficacité ».

Mais de quelle efficacité parle-t-on ?

L'histoire de la forme « parti ».

Le parti politique et son mode de financement sont nés il y a à peine 2 siècles et ont permis au mouvement ouvrier de s'organiser et d'entrer en politique en donnant au peuple la capacité à gouverner. La mise en place de la formation interne revêt à cet égard une importance certaine pour dépasser la fulgurance de moments insurrectionnels à l'efficacité éphémère...



Apports et limites du discours critique adressé au parti politique.

Le discours critique reprend une matrice théorique vieille d'un siècle, développée à partir de l'analyse de la social-démocratie allemande reposant sur « la loi d'airain de l'oligarchie » selon laquelle c'est toujours une minorité qui s'accapare le pouvoir. Mais en fait, ce discours s'appuie sur l'idée que les masses sont incapables de prendre leurs affaires en main par incompetence ou indifférence ce qui privilégie la logique délégataire. Ce rejet de toute forme d'institution subsiste dans le discours antiparti actuel. Il a conduit certains à pousser cet écueil et à assumer la logique d'un leader charismatique directif ce qu'on retrouve théorisé dans le populisme de gauche de Laclau et Mouffe qui a inspiré la création du mouvement insoumis.

Pour ne pas négliger les aspects réels de la critique comment réinventer « le parti » qui apparaît avec cet éclairage toujours indispensable ? Pour cela, il faut s'intéresser à 3 points :

La question démocratique pour lutter contre une possible sclérose des directions, il faut faire preuve de volontarisme constant en favorisant l'initiative de la base (le « centralisme démocratique » théorisé par Lénine associait résolument centralité nécessaire et démocratie).

Le rôle de l'intelligence collective Gramsci développait l'idée que tous les membres d'un parti sont des intellectuels de qui émergent des idées. S'appuyer sans faux-semblant sur cette intelligence collective est essentiel.

La nécessité de retrouver une assise populaire, de renouer avec le monde du travail, pas forcément en répétant les idées qui traversent les milieux populaires sans esprit critique, ce qui serait pure démagogie. La proximité est une clé et à cet égard l'auteur a souligné l'histoire du PC autrichien (pays qui n'a pas d'histoire communiste) qui a conquis récemment la mairie de la deuxième ville d'Autriche en développant une aide concrète sur la question du logement.

La Discussion a été riche, permettant d'aborder la question d'une pratique démocratique participative, non-délégataire, mais en travaillant la conscience de classe contrairement au populisme « de gauche » qui repose sur un leader charismatique et qui oppose le « eux » et le « nous (l'oligarchie) » et qui, en privilégiant la bataille institutionnelle met au second plan la lutte de classe et la lutte au sein des entreprises.

La clé étant de retrouver le lien avec le monde du travail en affrontant toutes les questions qui le traversent avec un esprit critique, ce qui reste le rôle d'un parti.



LA DÉFAITE DE L'OCCIDENT



En 1974, Emmanuel TODD découvrait que l'URSS n'avait pas publié les statistiques de sa démographie. Renseignements pris, l'URSS connaissait un effondrement de sa natalité, un taux de suicides, de décès par alcoolisme et homicides effarant. En 76, E. Todd écrivait "La chute finale", annonçant la disparition de l'URSS.

Il y a un an, E. Todd publiait "La Défaite de l'occident", consécutive à l'entrée des troupes russes en Ukraine.

Alors qu'en apparence, la Chine était désignée principale ennemie des USA, ces derniers avaient, de facto, intégré l'Ukraine anti-russe dans l'OTAN.

Une Ukraine dont l'armée avait été prise en main par les conseillers militaires de l'OTAN, équipée à profusion de missiles antichars, de systèmes d'observation et de guidage US, mais un pays corrompu qui avait perdu 11 millions d'habitants depuis sa séparation de l'ex-URSS.

Et en face, soumise à une profusion de sanctions, en particulier de l'exclusion de ses banques du système international interbancaire, la Russie ne s'est pas effondrée. Et lors des votes à l'ONU, la majorité des pays n'a pas soutenu "l'occident" mais la Russie. Après l'effondrement de 91/93, la Russie s'est stabilisée, est redevenue une grande puissance contre laquelle l'Ukraine, par procuration l'Occident, est venu buter.

Todd aborde aussi la crise, qu'il qualifie de "nihiliste" pour les USA, "suicidaire" pour l'Union Européenne. Et aussi l'anéantissement de la classe ouvrière d'Europe Occidentale par le "libre-échange" quand dans "l'Europe de l'Est" les couches dominantes ont mis leur prolétariat au service du capitalisme occidental.

Quelques pages décrivent la cocasserie de la mise en conformité avec la norme occidentale de lois "LGBT" ou "transgenre" à Taïwan ou au Japon...

Celles et ceux qui n'avaient pas lu "La chute finale" (76) puis "le Géant aux paradoxes" (82) sont tombés de l'armoire quand l'URSS a disparu. Prenez le temps de lire l'ouvrage de Todd, cela évitera de tomber une nouvelle fois de l'armoire !

Jean-Pierre Basset

LA DEFAITE DE L'OCCIDENT, Gallimard, 23 €.

Librairie Notre Temps - 04 75 43 78 79

Sorti en janvier 2023, il faut le commander.

Invitation

Soirée-repas conviviale et solidaire des communistes portois

Le samedi 22 mars à 19 H

Salle Georges Brassens, Portes-lès-Valence

Cette soirée est ouverte à toutes et tous. L'heure est à la résistance, la mobilisation, la lutte collective et la solidarité. Passons en toute convivialité un moment de détente et de lutte.

Repas adulte 18 € et 9 € pour les enfants de moins de 12 ans, chômeurs et minima sociaux.

Réservation auprès de :

Jean-Michel Bochaton : 06.58.83.34.36.

Nicole Roussier : 06.06.80.30.31.

Pierre Trapier : 06.82.07.34.98.

Marie-Jo Bayoud-Torrès : 06.43.37.14.50.

Au menu :

**Entrée crudités
Bœuf bourguignon et tagliatelles fraîches.
Fromage
Dessert
Café**

**On vous attend nombreuses et nombreux pour
partager un moment fraternel !**